



## **Les grands titres:**

- Climat : Ban Ki-moon appelle les Etats à tout faire pour conclure un accord en 2015
- L'OMS appelle à utiliser des seringues « intelligentes » partout dans le monde
- Ban Ki-moon plaide en faveur de plus d'efficacité dans la prévention des conflits
- Iraq : les violations des droits de l'homme sont de plus en plus préoccupantes, selon l'ONU
- Libye : le Conseil de sécurité condamne un attentat meurtrier dans l'est du pays
- L'UNICEF condamne l'enlèvement d'enfants par un groupe armé au Soudan du Sud
- L'ONU souligne l'importance des repas en famille au moyen d'un concours photo
- L'UNESCO condamne l'assassinat d'un journaliste aux Philippines
- Ukraine : Ban Ki-moon rencontre le Ministre des affaires étrangères de la Russie

## **Climat : Ban Ki-moon appelle les Etats à tout faire pour conclure un accord en 2015**



**23 février** - A l'approche du prochain sommet sur le climat qui aura lieu à Paris en décembre, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé lundi les Etats membres à tout faire pour capitaliser sur les progrès accomplis en 2014 afin de finaliser un accord universel sur le changement climatique.

« L'année 2015 correspond au temps de l'action sur la question du climat, qui culminera à Paris en décembre », a déclaré M. Ban dans une série de remarques, à l'occasion d'une réunion d'information avec les Etats membres organisée au siège des Nations Unies à New

York, dans le sillage de la 20<sup>ième</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Lima en décembre 2014.

« C'est l'année où les Etats membres, lors d'un sommet spécial en septembre, adopteront un programme mondial de développement, comprenant un ensemble d'objectifs universels », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a appelé les Etats membres à saisir l'opportunité qui leur était offerte de prendre des « mesures décisives, inclusives et transformatives » en faveur de la construction d'un « monde plus sûr, équitable, résilient et habitable pour nous-mêmes et ceux qui viendront après nous ».

M. Ban s'est félicité des progrès significatifs réalisés ces derniers mois sur la question du changement climatique, notamment lors du sommet sur le climat qu'il a lui-même convoqué en septembre 2014.

« J'avais déclaré que nous avons besoin de tout le monde. J'ai été heureux de constater que c'est bien ce qui s'est produit : les gouvernements ainsi que des dirigeants du monde de la finance, des affaires et de la société civile, se sont réunis pour annoncer de nouvelles mesures importantes susceptibles de réduire les émissions et de renforcer la résilience », a dit le Secrétaire général.



Ce sommet a également catalysé l'élan rendu nécessaire dans le domaine du financement climatique, a poursuivi le chef de l'ONU, saluant le fait que les dirigeants du secteur public et privé se sont alors engagés à mobiliser plus de 200 milliards de dollars d'ici la fin de 2015 pour financer la réduction des émissions de carbone et la croissance résiliente au changement climatique.

Prenant appui sur cet élan, a-t-il ajouté, les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont fait des progrès importants à Lima en décembre 2014, notamment en jetant les bases du futur accord sur le climat.

« En 2014 également, les pays se sont engagés à financer les 10 milliards de dollars nécessaires pour la capitalisation initiale du Fonds vert pour le climat. J'exhorte tous les pays qui se sont engagés à s'acquitter de leur contribution dès que possible, afin que le Fonds soit pleinement opérationnel avant Paris et en état de financer les projets prioritaires », a déclaré M. Ban.

« Ces avancées majeures en 2014 ont ouvert la voie aux succès de 2015. Notre défi est maintenant clair : finaliser un accord universel significatif sur le changement climatique », a-t-il ajouté, précisant que les pays développés doivent désormais définir une trajectoire claire pour atteindre l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020.

« Si nous ne parvenons pas à répondre de façon adéquate au changement climatique, nous serons incapables de construire un monde source de dignité pour tous. Mais si nous relevons le défi climatique, nous accomplirons de grands progrès dans la construction d'un monde plus durable et équitable », a déclaré en conclusion le Secrétaire général.

## L'OMS appelle à utiliser des seringues « intelligentes » partout dans le monde



**23 février** - Partout dans le monde, l'utilisation de la même seringue ou de la même aiguille pour faire des injections à plusieurs personnes contribue à la propagation d'un certain nombre de maladies infectieuses meurtrières, indique un nouveau rapport de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) rendu public lundi.

D'après une étude réalisée en 2014 avec le parrainage de l'OMS sur les toutes dernières données disponibles, on estime que jusqu'à 1,7 million de personnes ont été contaminées par le virus de l'hépatite B, jusqu'à 315.000 par le virus de l'hépatite C et pas moins de

33.800 par le VIH/sida à la suite d'une injection à risque.

« Voilà pourquoi l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) lance une nouvelle politique de sécurité des injections dans le but d'aider tous les pays à parer au problème universel des injections à risque », a déclaré l'agence de l'ONU dans un communiqué de presse à Genève annonçant la publication de l'étude.

Dans sa nouvelle politique de sécurité des injections, l'OMS fait des recommandations détaillées et insiste sur l'utilité des dispositifs de sécurité des seringues, y compris ceux qui protègent les agents de santé contre les piqûres d'aiguille accidentelles et, partant, contre le risque d'infection.

L'OMS souligne également la nécessité de réduire le nombre d'injections superflues pour réduire le risque d'infection. Chaque année, 16 milliards d'injections sont effectuées. Environ 5% de ces injections sont destinées à vacciner les enfants et les adultes et 5% servent à d'autres actes comme la transfusion sanguine et l'administration de contractifs injectables.

Les 90% restants des injections sont pratiquées dans le muscle (voie intramusculaire) ou dans la peau (voie sous-cutanée ou intradermique) pour administrer des médicaments. « Dans bien des cas, elles ne sont pas nécessaires et pourraient être remplacées par l'administration par voie orale », a estimé l'OMS.

Outre la réduction des injections superflues, « Il est absolument indispensable d'adopter des seringues sécurisées pour protéger les gens partout dans le monde contre le VIH, l'hépatite et d'autres maladies. Ce changement doit être une priorité urgente pour tous les pays », a insisté le Directeur du Département de l'OMS VIH/sida, Dr Gottfried Hirnschall.

Les nouvelles seringues « intelligentes » recommandées par l'OMS pour les injections dans le muscle ou la peau sont pourvues de dispositifs qui empêchent leur réutilisation.

Le nouveau rapport de l'OMS exhorte les pays à passer, d'ici 2020, à l'usage exclusif des nouvelles seringues « intelligentes », « sauf dans les rares circonstances où une seringue autobloquante empêcherait d'effectuer un acte médical, par exemple lorsque qu'une personne est sous pompe intraveineuse utilisant une seringue ».

L'étude incite aussi à adopter des politiques et des normes en matière d'achat, d'utilisation et d'élimination sans risque des seringues réutilisables pour les cas où leur usage reste nécessaire, y compris pour les programmes d'échange de seringues destinés aux personnes qui s'injectent des drogues.

Les seringues non sécurisées coûtent entre 0,03 et 0,04 dollars quand elles sont achetées par un organisme des Nations Unies pour un pays en développement. Or, les nouvelles seringues « intelligentes » coûtent au moins le double. Le rapport de l'OMS lance par conséquent un appel aux donateurs pour qu'ils facilitent l'adoption de ce matériel, en comptant que les prix baisseront à mesure que la demande augmentera.

## Ban Ki-moon plaide en faveur de plus d'efficacité dans la prévention des conflits



Des réfugiés sud-soudanais dans le camp de Kule, en Ethiopie. Photo

HCR/L.F.Godinho

**23 février** - A l'occasion d'un débat du Conseil de sécurité des Nations Unies sur le thème du Maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Secrétaire général de l'Organisation, Ban Ki-moon, a appelé les Etats membres à agir plus en amont afin d'éviter la détérioration des conflits.

« Le monde d'aujourd'hui est radicalement différent que lorsque les auteurs de la Charte [des Nations Unies] se sont réunis à San Francisco en 1945 », a déclaré M. Ban, tout en soulignant que le nombre d'Etats Membres a presque quadruplé et que de nouvelles puissances ont émergé.

« Pourtant, les aspirations des peuples inscrites dans la Charte restent valides, valables et vitales », a poursuivi le Secrétaire général, ajoutant que les principes qui en découlent ont « résisté à l'épreuve du temps », notamment ceux ayant trait au règlement pacifique des différends et à la protection des droits de l'homme.

S'il a constaté que la sécurité collective constitue toujours l'objectif principal de l'Organisation, M. Ban a toutefois fait remarquer que, à l'inverse de 1945, il n'existait plus désormais de consensus sur le sens à apporter à cette notion. « Nous devons engager une réflexion sur les changements qui sont intervenus et fortifier le sens de l'unité, qui doit prévaloir », a-t-il affirmé devant les membres du Conseil de sécurité.

Le Secrétaire général a également regretté que, trop souvent, les États membres ne soient pas à la hauteur de la responsabilité de prévention des conflits qui leur incombe, dans le respect de l'égalité souveraine de tous les Etats.

« Prendre des mesures suffisamment précoces pour prévenir les conflits et protéger les droits de l'homme favorise la souveraineté des Etats au lieu de la menacer ou de la restreindre », a-t-il ajouté.

Appelant les Etats à agir avant que les situations de conflit ne se détériorent, M. Ban a estimé que de telles mesures auraient possiblement permis d'éviter l'enracinement et l'escalade du conflit en Syrie ainsi que les nombreuses violations des droits de l'homme qui en ont découlé.

En conclusion, le Secrétaire général a invité les États membres à prendre appui sur le 70<sup>ième</sup> anniversaire de l'ONU « pour réfléchir à notre entreprise commune – opérations de maintien de la paix, consolidation de la paix, autonomisation des femmes, réduction des risques de catastrophes et beaucoup d'autres missions encore ».



## Iraq : les violations des droits de l'homme sont de plus en plus préoccupantes, selon l'ONU



**23 février** - Alors que l'état de droit continue de se dégrader en Iraq, les violations généralisées des droits de l'homme dans le pays sont de nature de plus en plus sectaire, indique un nouveau rapport de l'ONU rendu public lundi.

Ce rapport, réalisé conjointement par la Mission des Nations Unies d'assistance pour l'Iraq (MANUI) et le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH) couvre la période allant du 11 septembre au 10 décembre 2014. Il documente les violations graves du droit international humanitaire et les violations flagrantes des droits de l'homme commises

sur cette période de trois mois par l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), avec un caractère délibérément systématique et généralisé.

Selon un communiqué de presse du HCDH à Genève annonçant la publication du rapport, cette étude fait notamment état d'assassinats de civils, d'enlèvements, de viols, de mise en esclavage et de traite des femmes et des enfants, de recrutements forcés des enfants par des groupes armés, de destructions de lieux de culte ou à caractère culturel, de pillages et de déni des libertés fondamentales des victimes.

« Les membres des diverses communautés ethniques et religieuses d'Iraq, y compris les Turkmènes, les Shabak, les Chrétiens, les Yézidis, les Sabéens, les Kaka'e, les Feylis kurdes, les Arabes chiites, et d'autres ont été intentionnellement et systématiquement visés par l'EIIL ou des groupes armés affiliés et soumis à des violations brutales des droits de l'homme, dans ce qui apparaît comme une politique délibérée visant à détruire, supprimer ou expulser ces communautés de façon permanente des zones sous leur contrôle », indique le rapport.

Le rapport détaille également l'assassinat de membres des forces de sécurité iraqiennes capturés et de personnes soupçonnées par l'EIIL d'être favorables au gouvernement. Parmi les personnes soupçonnées d'être déloyales envers l'EIIL, les religieux, les dirigeants communautaires et tribaux, les journalistes, les médecins ainsi que les femmes et dirigeants politiques ont été particulièrement visés. Au cours de la période considérée, au moins 165 exécutions ont eu lieu à la suite de condamnations par les « soi-disant » tribunaux de la charia instaurés par l'EIIL sur le territoire iraquien.

« Bon nombre des violations et des abus perpétrés par l'EIIL peuvent constituer des crimes de guerre, crimes contre l'humanité, voire crimes de génocide », note le rapport, qui fait également état de violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité iraqiennes au cours de la même période.

« Les groupes armés qui prétendent être affiliés à ou soutenir le gouvernement ont également perpétré des assassinats ciblés, notamment contre les combattants capturés issus de l'EIIL et des groupes armés affiliés, des enlèvements de civils et d'autres abus », précise le rapport.

Selon l'étude, au moins 11.602 civils ont été tués et 21.766 blessés entre janvier et le 10 décembre 2014.

« L'objectif de l'EIIL est de détruire l'Etat et la société iraquienne par l'usage de la violence et de la division », a déclaré à l'occasion de la publication du rapport le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Iraq, Nikolay Mladenov, notant que les chiffres fournis sont probablement en dessous de la réalité.

« Les dirigeants iraqiens doivent accélérer la mise en œuvre du programme du gouvernement en faveur de l'unité nationale et de la réconciliation afin de mettre un terme aux crimes odieux commis par l'EIIL et de garantir que tous les groupes armés soient sous le contrôle de l'Etat », a ajouté M. Mladenov.

« Je continue à être profondément choqué par les violations flagrantes des droits de l'homme commises par l'EIIL et les groupes armés qui y sont affiliés », a quant à lui déploré le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, réagissant à la publication de cette nouvelle étude.

« La prise pour cible de civils sur la base de leur foi ou de leur origine ethnique est tout à fait méprisable et nous ne devons ménager aucun effort pour établir la responsabilité de ces crimes », a déclaré M. Zeid en conclusion.

## Libye : le Conseil de sécurité condamne un attentat meurtrier dans l'est du pays



**21 février** - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a fortement condamné samedi une série d'attentats suicides à la voiture piégée dans la ville d'Al Qubba, dans l'est de la Libye, revendiqués par un groupe affilié à l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL).

Selon la presse, l'attaque, qui aurait fait au moins 45 morts et de nombreux blessés, s'est produite dans la matinée du vendredi 20 février, sous forme de trois explosions distinctes, un kamikaze ayant fait sauter son véhicule près d'une station-service très fréquentée tandis que deux autres faisaient exploser leurs voitures piégées près du domicile du Président du

Parlement libyen, Aqila Saleh Kuweider, et du siège des services de sécurité du Gouvernement.

Dans un communiqué de presse rendu public ce matin, le Conseil des 15 membres a adressé ses sincères condoléances aux familles des victimes de « cet acte odieux », tout en souhaitant un prompt rétablissement aux personnes blessées.

Les membres du Conseil ont souligné une nouvelle fois la nécessité de vaincre l'EIIL et d'éradiquer l'intolérance, la violence et la haine prônées par cette organisation terroriste. Les auteurs de ces actes de terrorisme inqualifiables doivent être traduits en justice, ont-il insisté.

Ces « actes de barbarie » perpétrés par l'EIIL, loin d'intimider le Conseil, ne font qu'accroître la résolution de ses 15 membres à soutenir l'effort mondial et régional pour contrer l'EIIL, Ansar al-Sharia, et tout autre groupe lié à Al-Qaida.

Les auteurs de ces actes doivent être tenus pour responsable et traduits en justice, a insisté le Conseil de sécurité, exhortant tous les États à coopérer activement avec la Libye et les autorités compétentes afin d'y parvenir, dans le respect du droit international.

Rappelant que l'EIIL figure au nombre des groupes cités dans la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida, le Conseil a mis en garde tout individu ou entité susceptible d'apporter un soutien financier ou matériel à ce mouvement contre la possibilité de se voir ajouté à la Liste et d'en subir les sanctions.

Enfin, les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont réaffirmé la nécessité de combattre, conformément à la Charte de l'Organisation au droit international, les menaces à la paix et la sécurité internationales résultant d'actes terroristes. Ces derniers sont par nature criminels et injustifiables, quelles que soient les motivations de leurs auteurs, ont conclu les membres du Conseil.

## L'UNICEF condamne l'enlèvement d'enfants par un groupe armé au Soudan du Sud



**23 février** - Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a condamné dans les termes les plus vigoureux l'enlèvement de dizaines de garçons, dont certains âgés d'à peine 13 ans, par un groupe armé près de Malakal dans le nord du Soudan du Sud.

« Le recrutement et l'utilisation d'enfants par les forces armées détruit les familles et les communautés », a déclaré samedi dans un communiqué de presse le Représentant de l'UNICEF au Soudan du Sud, Jonathan Veitch.

Selon l'agence de l'ONU, au moins 89 enfants ont été enlevés dans la localité de Wau Shilluk dans l'État pétrolier du Haut-Nil, où des milliers de personnes ont été déplacées par le conflit qui sévit dans le pays.

Selon des témoins, a indiqué l'UNICEF, des soldats armés ont encerclé la localité et fouillé maison par maison, prenant de force tous les garçons âgés de plus de 12 ans.

« Les enfants sont soumis à des niveaux de violence incompréhensibles, ils perdent leur famille et toute chance d'aller à l'école », a déploré M. Veitch, exhortant le groupe à libérer immédiatement les enfants enlevés.

Le Représentant de l'UNICEF a également rappelé à toutes les parties au conflit que le recrutement et l'utilisation d'enfants dans des forces et groupes armés est une violation grave du droit international.

## L'ONU souligne l'importance des repas en famille au moyen d'un concours photo



**23 février** - La Directrice Exécutive du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM), Ertharin Cousin, et le Commissaire européen en charge de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, Christos Stylianides, ont annoncé lundi les gagnants du concours photo qui visait à illustrer l'importance du « repas de famille » et de son rôle dans la réalisation de l'objectif de « Faim Zéro ».

Dans son discours au Parlement européen, Mme Cousin, qui inaugurerait également une exposition photo du PAM et de l'Union Européenne (UE) intitulée « Le Repas de Famille – Qu'est-ce qui nous rassemble ? », a félicité les photographes, qui ont su souligner l'importance de la nourriture et de la nutrition dans la vie quotidienne, ainsi que le rôle joué par les familles dans le défi « Faim Zéro ».

« Ces photographies sont une source d'inspiration car elles illustrent le rôle, simple mais essentiel, du repas de famille dans les pays et les cultures du monde entier. Mais tout le monde n'a pas cette chance – 805 millions de personnes dans le monde n'ont pas accès à assez de nourriture pour vivre une vie saine et productive. C'est pourquoi le PAM et ses partenaires travaillent avec l'UE pour éliminer la faim et la malnutrition chronique dans le monde entier », a expliqué la Directrice Exécutive du dans un communiqué de presse.

L'exposition et le concours s'inscrivent dans le cadre d'une campagne, lancée l'an dernier par le PAM et financée par la Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne, dont le but est d'attirer l'attention des citoyens européens sur l'assistance alimentaire fournie par le PAM et l'UE à des familles vulnérables du monde entier, et de rappeler que notre génération peut éliminer la faim. Les photos gagnantes peuvent être vues sur <http://familymeal.eu>.

Les trois gagnants du concours sont Ari Vitikainen, pour « Khauchi Papa, un repas spécial dans les hauts plateaux du Laos », le Philippin Breech Asher Harani pour son « Dîner aux chandelles », et Darine Ndiwokubwayo dont la photo d'enfants des rues savourant leur repas du dimanche au Burundi a reçu 175 votes en ligne.

## L'UNESCO condamne l'assassinat d'un journaliste aux Philippines



**23 février** - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a fermement condamné lundi le meurtre d'un journaliste radio, tué le 14 février à Tagbilaran, aux Philippines.

« Je condamne le meurtre de Maurito Lim », a déclaré Mme Bokova dans un communiqué de presse à Paris.

« Ce crime doit faire l'objet d'une enquête approfondie afin de traduire ses auteurs en justice. L'impunité pour de tels crimes contribue à rendre plus vulnérables les journalistes et à promouvoir la censure », a-t-elle ajouté.

La Directrice générale de l'UNESCO a souligné que les autorités du pays doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir au média une certaine sécurité de façon à protéger le droit du public à être informé.

Selon l'UNESCO, M. Lim a été tué d'une balle dans la tête par un motard, alors qu'il s'apprêtait à pénétrer sur son lieu de travail, à dyRD Radio.

La Directrice générale de l'UNESCO publie régulièrement des communiqués sur le meurtre des professionnels des médias, conformément à la résolution adoptée par les Etats membres de l'UNESCO au cours de la Conférence générale de 1997 intitulée « Condamnation de la violence contre les journalistes ». Une liste complète des journalistes assassinés ayant fait l'objet d'une condamnation par l'UNESCO est disponible en ligne sur le site de l'agence.

## Ukraine : Ban Ki-moon rencontre le Ministre des affaires étrangères de la Russie



Le Secrétaire général Ban Ki-moon avec le Ministre des affaires étrangères de Russie, Sergueï Lavrov, à Genève. Photo: ONU

**23 février** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé lundi l'ensemble des parties au conflit en Ukraine à respecter la trêve actuelle, tout en soutenant les efforts déployés par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dans le pays.

A l'occasion d'un entretien à New York avec le Ministre des affaires étrangères de la Russie, Sergey Lavrov, le chef de l'ONU a rappelé la nécessité pour l'ensemble des parties concernées par le conflit dans l'est de Ukraine de se montrer à la hauteur de leurs engagements pris lors de l'accord de cessez-le-feu conclu à Minsk le 12 février dernier.

Durant leur entretien, M. Ban et M. Lavrov ont également abordé la situation en Libye et au Yémen, ainsi que la nécessité d'apporter une réponse globale à la lutte contre l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL).

Le Secrétaire général et le Ministre des affaires étrangères ont également échangé leurs vues sur la situation actuelle en Syrie.

Dans le courant de la journée, M. Ban s'est par ailleurs réuni avec le Premier vice-président du gouvernement et Ministre des affaires étrangères de la Serbie, Ivica Dacic, en sa qualité de Président en exercice de l'OSCE.

Le Secrétaire général et M. Dacic ont discuté du partenariat entre l'ONU et l'OSCE ainsi que de la situation en Ukraine, dans le Haut-Karabakh et dans les Balkans.

Au cours de leur échange, le chef de l'ONU a exprimé son engagement à soutenir les efforts de l'OSCE en Ukraine et à œuvrer en faveur du renforcement du partenariat entre l'ONU et l'OSCE.